

3 DOSSIERS

À L'OCCASION DE NOS RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES !

Reconfigurations
impérialistes, sur le dos des
travailleurs et des peuples

Encore un été étouffant,
jusqu'à quand brûlera la
planète pour leurs profits ?

Luttes des femmes,
luttes de classe !

page 4-5

page 8-9

page 10

PREMIÈRES LIGNES

Pap Ndiaye a fui beaucoup de
casseroles, pour Attal préparons
tout un arsenal !

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

04 • SEPTEMBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

« Mon conseil aux consommateurs ? Fréquentez les boutiques, exercez votre sens critique. » Voilà le conseil donné aux familles par Michel-Édouard Leclerc, le patron de la chaîne d'hypermarchés Leclerc. En matière d'économies, il s'y connaît, lui qui possède une fortune de deux milliards d'euros ! Des conseils d'autant plus mal placés que son enseigne a dégagé des profits records en 2021 et 2022 : une hausse de 22,5 % pour atteindre 51,2 milliards.

Pour nous, travailleurs et travailleuses, c'est une autre histoire. Les carburants et l'énergie flambent. Les prix de l'alimentaire ont augmenté de façon vertigineuse : 17 % depuis mars 2022. Et pour la rentrée scolaire qui approche, le prix des fournitures a augmenté de plus de 11 %. Selon la Confédération syndicale des familles, le coût moyen d'une liste complète de fournitures à la rentrée pour un élève en école primaire s'élève à 233 euros contre 190 en 2022 (+23 %), 371 euros pour un collégien (+3,5 %) et 427 pour un lycéen (+3,1 %).

LUTTER POUR NOS SALAIRES

Cette inflation galopante n'est pas une fatalité. Le système capitaliste engendre un vaste désordre économique et financier, que les patrons tentent de faire payer aux travailleurs et travailleuses par une flambée des prix et le gel des salaires. Face à cette politique, les salariés ne sont pas restés sans réagir : depuis deux ans les luttes pour l'augmentation des salaires se sont multipliées. Chez Vertbaudet, la grève a permis d'arracher des augmentations allant de 90 à 140 euros par mois. Chez

SUITE PAGE 2 >>

« Rentrée sociale » : lutte des places ou lutte de classe ?

Leur ordre autoritaire ne dissoudra pas les soulèvements du monde du travail

Disney ne pourra pas licencier la colère sur les salaires !

GUERRE, IMPÉRIALISME ET MILITARISATION

Après le sommet de l'Otan en juillet

Dans le monde impérialiste, méfie-toi de tes amis !

Pour le pillage et le maintien de l'ordre social, le militarisme à l'œuvre en Afrique

États-Unis-Chine : l'impérialisme dominant en prise avec un nouveau rival

Basculement de la politique allemande
Camp de la TIR : internationalisme, théorie et pratique

Tunisie : les frontières de l'Union européenne tuent

Crise sociale, dévaluation, l'Argentine au bord du gouffre

La conférence de Milan : une première avancée qui nécessite d'être consolidée

Incendies à Hawaï : une catastrophe pas si naturelle

L'Uruguay assoiffé par les capitalistes

Algues vertes, les méfaits de l'agriculture capitaliste — interview d'Inès Léraud

Pour des transports collectifs gratuits et de qualité, aux patrons de payer !

L'intervention féministe au travail

Construire un cadre large de lutte auto-organisée : l'AG féministe de Gironde

.....

Les mots sont des armes : mots-croisés

À Emmaüs, les travailleurs sans-papiers de la Halte Saint-Jean (Lille) en guerre contre l'exploitation et le racisme

NPA JEUNES

Ce système n'a rien à offrir à la jeunesse, renversons-le !

Mettons fin à la précarité grandissante et à la sélection à la fac !

Premières rencontres d'été révolutionnaires du NPA

PREMIÈRES LIGNES

Pap Ndiaye a fui beaucoup de cas-seroles, pour Attal préparons tout un arsenal !

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Disneyland, la direction tente de licencier les salariés qui se mobilisent depuis juin dernier pour exiger 200 euros d'augmentation. Le 18 août dernier, un des salariés impliqués dans les grèves de cet été a été mis à la porte pour... une gaufre mal garnie ! La solidarité la plus totale s'impose, car ce sont bien ces luttes qui montrent la voie à suivre.

LA VIOLENCE SOCIALE ET POLICIÈRE N'EST PAS EN VACANCES

Les directions syndicales et des partis de gauche sont restées bien silencieuses : à croire que, contrairement à bien des travailleurs, elles ont complètement déconnecté pendant leurs vacances ! Mais le patronat, lui, a parfaitement compris le danger que représentent ces luttes grévistes qui s'enchaînent depuis des mois. Il multiplie les manœuvres d'intimidation, mais il ne pourra pas licencier la colère générale sur les salaires. Et sur tout le reste, car son agenda de mauvais coups n'a pas pris de repos : austérité, menaces sur l'assurance chômage, lois racistes contre les travailleurs migrants, et d'autres à découvrir.

La violence sociale va de pair avec la violence policière : l'inflation des prix s'accompagne de l'inflation des crimes policiers. Le gouvernement est complaisant avec les flics qui réclament l'impunité à coups de provocations médiatiques et d'arrêts maladie bidons. La carotte pour les forces de répression, le bâton pour les travailleurs en lutte pour leur salaire, leur retraite, leurs conditions de travail. Darmanin et Macron jouent la matraque comme seule solution à la crise sociale.

De nombreux syndicats et associations de familles de victimes de crimes policiers, ainsi que certaines organisations politiques de gauche organisent une manifestation samedi 23 septembre contre la répression. Le NPA appelle à se mobiliser à cette occasion, comme à toutes les autres qui vont se présenter, contre les violences policières, contre la violence patronale, pour en finir avec ce système qui exploite, opprime, tue et mutile. Une seule journée d'action ne suffira pas, mais c'est un premier pas qui peut compter.

La violence policière et les violences sociales ont une seule et même source : la violence de l'exploitation. Pour une riposte à la hauteur de la catastrophe sociale, retrouvons le chemin des luttes de cet hiver et de ce printemps quand nous étions des millions en grève et dans la rue. Conjuguons la force du nombre avec la colère légitime de la jeunesse populaire contre la misère et la répression.

POLITIQUE « Rentrée sociale » : lutte des places ou lutte de classe ?

Comment s'opposer au durcissement autoritaire, naturellement accompagné par la propagation de la démagogie d'extrême droite qui se « normalise » dans tout le champ politique ? En luttant pied à pied contre les idées racistes ou sexistes bien sûr, et contre tout recul sur le terrain des quelques libertés démocratiques durement gagnées : droit de manifester, de se syndiquer, de faire grève, limitation la plus drastique possible de l'impunité policière, etc. Mais sans se faire enfermer sur ce terrain de la réaction défensive. Les armes de répression et de division massives sont déployées par nos adversaires, car ils redoutent la combativité du monde du travail dans une situation où la logique de leur système les pousse à l'offensive pour aggraver l'exploitation. Il faut rappeler en permanence nos revendications, celles qui permettraient de vivre et pas seulement survivre, de ne pas crever pour le patronat. Renouer avec le fil des luttes massives du printemps, en grève et dans la rue, faire la jonction avec la colère de la jeunesse des quartiers populaires — c'est dans ce cadre que pourra se développer la perspective d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

LUTTE DES PLACES DANS LA NUPES

Voilà, résumé à grands traits, l'enjeu de la mal nommée « rentrée sociale » — car les problèmes sociaux ne prennent pas de vacances. Le décalage est total avec le spectacle d'une gauche de gouvernement qui se chamaille pour de sombres affaires de tambouille électorale sénatoriale ou européenne, chacun se positionnant pour... 2027 ! C'est la lutte des places entre partenaires de la Nupes qui ont pourtant pour point commun d'avoir toujours défendu les intérêts du patronat lors de leurs passages au gouvernement, le plus souvent ensemble.

Si Mélenchon apparaît à gauche de cette coalition, son horizon n'est pas moins borné à gouverner le système actuel — et donc le gérer loyalement comme tous les autres dirigeants des partis de la gauche institutionnelle d'hier et d'aujourd'hui. Ainsi, l'invitée vedette de l'université d'été de LFI est Yolanda Diaz, ministre communiste du Travail du gouvernement espagnol du socialiste Pedro Sánchez à qui elle sert de caution de gauche (une histoire qui se répète depuis... 1848 et la présence de Louis Blanc à la tête d'une « Commission ouvrière » sous les

ors du palais du Luxembourg qui n'empêchera pas l'écrasement du prolétariat par la bourgeoisie). Dans l'État espagnol, le gouvernement dirigé par le PSOE a si bien protégé les affaires du capital en Espagne depuis 2018, que le parti de l'extrême droite dure Vox a connu une très forte progression électorale.

UNE POLITIQUE POUR UNIFIER LES LUTTES DU MONDE DU TRAVAIL

Les syndicats et des associations de lutte contre les violences policières proposent des « marches » le samedi 23 septembre contre la répression. Le PS et le PCF refusent d'y participer, dans la droite ligne de leur dénonciation des émeutes au nom de l'ordre « républicain ». Le NPA appelle à manifester massivement, sous ses propres mots d'ordre. Pas au nom de la « République », qui, quel que soit son numéro, restera au service des capitalistes. Pas au nom du « contrôle de l'institution policière par le pouvoir politique »¹, chimère dans une société dont les vrais maîtres sont les exploités. Pas non plus au nom de la « démocratie participative » ou du « dialogue social » chers aux directions syndicales. Car le rôle « tampon » de conciliation entre exploités et exploités que les corps intermédiaires politiques, syndicaux ou associatifs continuent à revendiquer est de moins en moins payant pour les travailleurs et autorise Macron à les snober et à les mépriser.

Le 23 septembre sera une occasion de reprendre la rue, de montrer que nous ne cédonc ni à la peur ni à la résignation. L'occasion, s'il est réussi, d'imposer un calendrier de riposte social et pas un calendrier électorale. Le NPA y réaffirmera une politique qui permet d'unifier nos combats, qui sont ceux de différentes fractions d'une même classe ouvrière : le mouvement massif contre la réforme des retraites (et tout le reste) du premier semestre, la colère légitime de la jeunesse des quartiers populaires contre la répression policière et les grèves pour les salaires dans le secteur privé ou public, qui se sont multipliées ces deux dernières années — cet été encore chez Disney ou Emmaüs !

PAR RAPHAËL PRESTON • 21/08/2023

1. Texte d'appel aux marches du 23 septembre : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/communiqué-unitaire-appel-pour-une-grande-marche-contre-la-repression-le-23>

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@nouveupartiantcapitaliste.fr

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@nouveupartiantcapitaliste.fr

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 4 • SEPTEMBRE 2023 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525P11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

LEUR ORDRE AUTORITAIRE NE DISSOUDRA PAS LES SOULÈVEMENTS DU MONDE DU TRAVAIL

« L'ordre, l'ordre, l'ordre ! » À défaut d'être subtil, le slogan de Macron a le mérite d'être clair. Après des mois de grèves contre sa réforme des retraites et des émeutes d'une ampleur inédite dans les quartiers populaires, c'est son tube de l'été. « *La liberté n'est pas une frénésie de transgression* » rappelait-il fin août à Bormes-les-Mimosas, sauf pour les patrons... libres de « *disrupter* » à leur guise pour aggraver l'exploitation capitaliste.

POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE ET ESCALADE AUTORITAIRE

De l'ordre et rien d'autre, voilà le programme pour la suite d'un second quinquennat, que Macron, isolé et affaibli, répète à qui veut l'entendre. À ce qui lui reste de base électorale, réduite comme peau de chagrin après des mois de contestation de sa réforme des retraites. À la droite qui joue la surenchère réactionnaire et avec laquelle Macron cherche désespérément une alliance parlementaire. Au grand patronat également, qui enregistre grâce à sa politique des profits records... mais qui n'a pas l'intention de laisser le moindre répit aux exploités, dont la colère sourde pourrait se transformer en explosion sociale. Aux policiers, qui réclament que leur hiérarchie et la justice leur garantissent un « permis de tuer » dans l'exercice de leur sale boulot. Cela sonne aussi comme un

avertissement à celles et ceux qui contestent cet ordre social de plus en plus insupportable.

Le durcissement autoritaire de Macron est la suite logique de sa politique anti-ouvrière. Une réponse musclée aux mouvements sociaux et aux révoltes qui se succèdent en réaction aux attaques patronales : Gilets jaunes dès 2018, mobilisations contre la réforme des retraites en 2019 et en 2023, luttes écologistes, manifestations contre le racisme et les violences policières, jusqu'aux dernières émeutes des banlieues.

Macron et Darmanin peuvent toujours tenter de dissoudre des collectifs militants comme les Soulèvements de la Terre, pourchasser les migrants, interdire des manifestations sur les retraites ou contre le racisme (comme celles appelées

« Cette violence de la bourgeoisie est sa réponse à l'explosion de la pauvreté qui fait face à l'explosion des profits d'une minorité. »

par le collectif Adama en juillet), envoyer le Raid et le GIGN contre les jeunes des quartiers populaires ou les faire condamner par centaines à de lourdes peines, mais rien de tout cela n'empêchera la contestation de grandir.

Car celle-ci est la conséquence directe de l'inflation galopante, des salaires en berne, des services publics rongés par le manque de moyens, des conditions de travail dégradées, c'est-à-dire de l'offensive que mènent le gouvernement et le patronat pour maintenir ou grossir les bénéfices du CAC 40.

L'ÉPUISEMENT DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Même dans un pays riche comme la France où les mécanismes électoraux, les institutions parlementaires et les appareils politiques et syndicaux servent à canaliser la colère, la démocratie bourgeoise s'épuise à mesure que les inégalités progressent. Le pouvoir d'État se concentre et se durcit. Dernier symptôme de la crise politique dans laquelle le gouvernement se débat depuis le mouvement sur les retraites : la façon dont il a dû obtempérer à la surenchère sécuritaire des flics malgré les provocations des syndicats policiers d'extrême droite.

Macron a besoin de la police pour tenir sa promesse

d'ordre et est prêt à lui faire bien des concessions, quitte à agiter la même rhétorique nauséabonde que le RN. Celui-ci en profite pour aller encore plus loin dans la surenchère raciste et sécuritaire. Même engrenage avec Darmanin, qui a déclaré sa candidature au remplacement de Macron à coups de saillies nationalistes et, sur le plan répressif, la promesse d'annuler les « jurisprudences », manière de cibler quelques garde-fous démocratiques auxquels la bourgeoisie avait dû consentir jusqu'ici.

LE MONDE DU TRAVAIL A LES MOYENS DE STOPPER L'ENGRENAGE

Aussi limité qu'il soit, car la décision du Conseil d'État porte sur la forme et pas sur le fond, le revers subi par Darmanin et Macron dans leur tentative de dissolution des Soulèvements de la Terre montre que le durcissement autoritaire n'est pas une fatalité. Le Rassemblement national a condamné la décision : l'extrême droite soutient l'ordre des riches, des pollueurs, des multinationales et des banques. La gauche parlementaire, elle, a salué le Conseil d'État, cette institution antidémocratique et non élue, et s'est montrée satisfaite de cette « victoire » légale, comme si la dérive autoritaire pouvait être stoppée sans un rapport de force sur le terrain, dans la rue.

La tentative de dissolution de ce groupe écologiste est le complément de la répression des militantes et des militants dans les entreprises. Cette violence de la bourgeoisie est sa réponse à l'explosion de la pauvreté qui fait face à l'explosion des profits d'une minorité. Voilà le cœur du problème, que ne pourra régler aucune décision, même réjouissante, obtenue sur le terrain juridique. Les tentatives de dissolution de groupes militants comme les Soulèvements de la Terre - et il y en aura d'autres - montrent l'urgence d'œuvrer au soulèvement de notre camp social pour dissoudre leur pouvoir.

À l'initiative de collectifs de familles de victimes et de syndicats, des manifestations contre la répression se tiendront le samedi 23 septembre prochain. Le NPA y appelle sous ses propres mots d'ordre.

PAR HUGO WEIL • 20/08/2023



Disney ne pourra pas licencier la colère sur les salaires !

Cet été, cinq salariés de Disneyland Paris étaient convoqués pour des entretiens individuels préalables au licenciement. Les motifs retenus sont liés à différents épisodes du mouvement de grève des mois de mai et juin dernier, qui auraient perturbé « l'expérience des visiteurs » : annulation d'un spectacle, manifestations dans le parc, etc.

Dernièrement, un autre ex-gréviste, qui travaillait à la restauration, a été licencié pour avoir refusé à un client... de servir de la chantilly sur une gaufre au Nutella et chamallows (!) alors même que la combinaison n'est pas à la carte. La ficelle est grosse, et les salariés ont tout de suite fait le rapprochement avec le mouvement de grève récent et la politique répressive de Disney.

La direction cherche à intimider pour dissuader tous les travailleurs et travailleuses, syndiqués ou non, de participer aux futures actions. Elle craint une reprise du mouvement à la rentrée, car la mobilisation a déjà démontré sa force : plus d'un millier de grévistes qui en ont profité pour diffuser des tracts, organiser des manifs dans le parc, des blocages de

spectacles ou des opérations parking gratuit. Leurs méthodes d'organisation ont aussi alerté Disney : assemblées générales et comité de salariés grévistes, loin du train-train syndical.

Disney est un patron de combat qui prétend préserver la santé des salariés alors que celle-ci est très dégradée par des rythmes imposés et un temps de travail flexibilisé. Il prétend respecter les droits des salariés tandis qu'il a usé de divers moyens de répression pendant et après la mobilisation : convocations individuelles, consignes managériales dissuasives, envoi de vigiles spéciaux contre les grévistes. Il prétend ne pas pouvoir augmenter les salaires à hauteur de la hausse des prix alors que le bénéfice d'exploitation du parc a atteint les 46 millions d'euros en 2022.

Mais les travailleurs et travailleuses du parc n'ont pas dit leur dernier mot. Certains sont venus soutenir leurs collègues lors de leur entretien préalable. Pour eux, ce sont des « licenciements pour l'exemple » et la direction trouverait n'importe quoi pour les punir. Une pétition « Contre les menaces de licenciements à Disneyland Paris suite au mouvement anti-inflation¹ » a déjà recueilli plus de 18 000 signatures, et rappelle les revendications portées, notamment 200 euros d'augmentation net par mois pour tous et toutes. Cette tentative de répression ne fera pas oublier l'urgence pour nos salaires !

CORRESPONDANTE • 21/08/2023

1. Sur le site change.org (<https://chnng.it/vwFCKDJTYc>)

>> SUR LE SITE

Plus d'articles et brèves
d'actualité à lire :

www.nouveaupartiantcapitaliste.fr



IMPÉRIALISME, GUERRE, MILITARISATION

Reconfigurations impérialistes, sur le dos des travailleurs et des peuples

Un bombardement russe en plein centre-ville de Tchernihiv, une ville au nord de Kiev, a fait encore sept morts et près de 150 blessés samedi 19 août en Ukraine. La liste des victimes s'allonge, civiles mais aussi militaires, sur cette ligne de front qui semble ne pas bouger. Lancée en juin, la contre-offensive ukrainienne ne fait pas reculer l'armée russe et c'est le black-out des deux côtés sur les pertes humaines effroyables. Poutine persévère à chercher à régler par les armes, sur les champs de bataille et tranchées d'Ukraine, ses conflits d'intérêts avec ses rivaux impérialistes américains et européens – le tort, à ses yeux, de Zelensky à la tête de l'oligarchie capi-

taliste ukrainienne étant de s'être acoquiné avec ces derniers. Cette guerre dévastatrice d'un an et demi a pourtant trouvé ses profiteurs. Les sanctions économiques imposées par les USA, malgré leur application à géométrie variable et leurs contournements, ont permis à des multinationales du pétrole et du gaz (dont des entreprises américaines) de rafler les marchés perdus en Europe par le gaz et le pétrole russes. La politique d'aide militaire à l'Ukraine pilotée par les USA et fortement insufflée à ses alliés de l'UE et de l'Otan, a boosté les multinationales – américaines surtout – de l'armement. Apparemment bien davantage qu'elle n'a aidé la population ukrainienne à se débar-

asser de la botte de Poutine. *Business, as usual!* Pour les profits, c'est tout bon, jusque-là ! Et même pour Poutine ! Contre les travailleurs et les peuples, en revanche, c'est partout l'inflation accrue, davantage de misère et de famine, même des approvisionnements vitaux en céréales sont menacés. Nous avons mis ces reconfigurations impérialistes au programme de nos rencontres d'été révolutionnaires, nous en brosons quelques grandes lignes dans ces deux pages. Et bien sûr, la discussion est ouverte sur les moyens que les travailleurs et les peuples du monde doivent se donner pour ne pas en payer la facture.

PAR MICHELLE VERDIER • 22/08/2023

APRÈS LE SOMMET DE L'OTAN EN JUILLET : LES DÉPENSES MILITAIRES AU PLUS HAUT !

Les 11 et 12 juillet derniers, les 31 dirigeants des pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) se sont retrouvés à Vilnius, en Lituanie, pour le sommet annuel de cette alliance militaire chapeauté par les États-Unis.

L'Otan n'est décidément plus en « en état de mort cérébrale », comme l'avait déclaré Macron en 2019, puisque celle-ci s'est renforcée avec l'adhésion de la Finlande en avril dernier. Celle de la Suède est en cours, même si la Turquie et la Hongrie y sont encore très réticentes. C'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui plonge l'Otan dans un bain de jouvence. Depuis février 2022, ses pays membres, États-Unis en tête, ont apporté un énorme soutien militaire à l'armée ukrainienne sous forme de prêts dont la facture sera présentée à la population ukrainienne : près de 73 milliards d'euros au total, dont 43 milliards de la part des seuls États-Unis. Suivent ensuite l'Allemagne (avec 7,5 milliards) et le Royaume-Uni (avec 6,5 milliards). La France fait pâle figure avec ses 450 millions... Alors, à Vilnius, Macron a annoncé que la France allait « livrer de nouveaux missiles permettant des frappes dans la profondeur à l'Ukraine », des missiles longue portée Scalp. Dotés d'une portée de plus de 250 kilomètres, soit plus que toutes les autres armes fournies à Kiev par les pays occidentaux, ils ont la capacité d'atteindre des zones dans l'est de l'Ukraine contrôlées par les forces russes.

Le sommet a été aussi l'occasion pour les États-Unis de booster leurs troupes pour que les budgets militaires des États membres continuent à augmenter avec l'objectif d'atteindre ou de dépasser le seuil de 2 % de leur PIB. Ce sera d'ailleurs le cas de la France d'ici 2027 dans le cadre de la loi de programmation militaire votée au printemps dernier, qui budgète 413 milliards d'euros pour l'armée d'ici 2030, soit 40 % de plus que lors de la précédente ! D'une manière générale, pour le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg : « L'objectif est bien d'avoir 300 000 soldats à haut niveau de préparation, soutenus par une substantielle force de combat aérienne et navale mobilisable en moins de trente jours. »

« Si tu veux la guerre, prépare-la ! » est bien le dicton favori de l'Otan. C'est un dicton partagé par tous les pays impérialistes de la planète : selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (le Sipri), les dépenses militaires mondiales ont atteint un record de 2 240 milliards de dollars en 2022, en hausse de 3,7 % par rapport à 2021. Et au cours de la décennie 2013-2022, les dépenses mondiales ont augmenté de 19 % : la guerre en Ukraine n'est qu'un accélérateur d'un processus au long cours.

Quant à l'adhésion directe de l'Ukraine à l'Otan, ce n'est pas encore cette fois qu'elle aura été validée. Le président ukrainien Zelensky a dû se contenter d'une place d'invité et de promesses renouvelées quant à une adhésion future. En dépit du soutien à sa cause affiché par la Pologne et les pays baltes, ainsi que par la France, du côté des États-Unis et du Royaume-Uni, le veto est toujours là. D'ailleurs le ton employé par Zelensky a suscité de l'agacement chez certains : « *Nous ne sommes pas Amazon* », a ainsi déclaré Ben Wallace, le ministre britannique de la défense, en référence aux demandes incessantes de Kiev pour de nouvelles livraisons d'armements, suggérant en outre aux autorités ukrainiennes de faire preuve de « gratitude ».

Contrer la Russie en armant l'Ukraine, dont les soldats meurent en première ligne, faire tourner à fond les usines de production d'armement et enrichir leurs propriétaires, mettre les armées en état de tenir des guerres de « haute intensité », augmenter les budgets militaires pour mieux pressurer les besoins sociaux des populations, préparer les esprits à la guerre, voilà la feuille de route immédiate de l'Otan ! Quant à engager une confrontation directe avec la Russie, c'est encore autre chose... Du coup, Zelensky devra attendre (et peut-être longtemps encore) pour que l'Ukraine obtienne une place de plein droit dans l'Otan ! Mais pour les peuples d'Ukraine et de Russie, la guerre se conjugue déjà depuis plus d'un an et demi au présent... et pour tous les autres, c'est un futur toujours possible car décidément, plus que jamais, le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage !

PAR MARIE DAROUEN • 22/08/2023

Dans le monde impérialiste, méfie-toi de tes amis !

Avec les sanctions économiques pilotées par les USA (auxquelles n'ont pas adhéré un bon nombre de pays), c'est à une importante reconfiguration énergétique que l'Europe est soumise. Alors qu'avant la guerre en Ukraine, l'Europe importait de Russie plus de 40 % de son gaz, 27 % de son pétrole et 46 % de son charbon, c'est désormais la Norvège qui est le premier fournisseur de gaz de l'UE, tandis que les USA sont devenus premiers exportateurs mondiaux de GNL (gaz liquéfié).

« Chaud à la pompe » cet été en France (carburants frisant les deux euros le litre). Mais tête froide chez les majors pétrolières, d'Exxon-Mobil à TotalEnergies, qui ont augmenté leurs profits... Tandis que de leur côté les compagnies russes ont trouvé de nouveaux marchés en Asie, et des combines pour contourner les sanctions ! *Le Monde* du 6 août raconte des histoires de « vaisseaux fantômes » et d'un pays réputé ami des USA, l'Inde, qui achetait 2 % de son pétrole à la Russie avant la guerre en Ukraine et en importe désormais 40,4 %. C'est que ce pays serait devenu le principal « blanchisseur » du pétrole russe. Interdit d'importation en Europe, il serait transporté et transbordé clandestinement en Inde, et réexporté vers l'Europe après avoir été raffiné sur le sol indien.

PAR M.V. • 22/08/2023

Pour le pillage et le maintien de l'ordre social, le militarisme à l'œuvre en Afrique

Décan en Égypte (en 1974, puis 1975 et 1978), Saphir à Djibouti (1974 et 1977), Mazurka, puis Verveine (1977), puis Bonite (1978) pour le Zaïre, Lamantin en Mauritanie (1977), Caban et Barakuda en Centrafrique (1979), que de jolis noms pour les raids d'hélicoptères, bombardements, razzias des troupes d'élite dont la France a émaillé l'histoire de l'Afrique depuis les indépendances, une fois oubliées les centaines de milliers de morts (Madagascar, Algérie, Cameroun...) des répressions et guerres coloniales d'avant !

On ne peut les nommer toutes. Mais parmi les fleurons, il y a les multiples opérations au Tchad : Bisons et Tacaud dans les années 1970 pour tenter de sauver contre le Frolinat (Front de libération national tchadien) le régime de Tombalbaye, l'homme de la France et du textile de Boussac, avant de se résigner à adouber chef de bande Goukouni Oueddei, pourvu qu'il soit un dictateur efficace sur son peuple ; puis ce fut, Anabase en 1980 et surtout Manta (1983-1984) qui a aidé le dictateur Idriss Deby à prendre le pouvoir (le père de l'actuel, Mahamad Deby), puis Épervier (1986) pour lui sauver la mise face à une rébellion.

Serval (du nom d'un petit renard) lancée au Mali par François Hollande, étendue ensuite à la région sous le nom de Barkhane (dune de sable mouvante) censée balayer l'Afrique centrale et de l'ouest du terrorisme, ont été les dernières de la série. Et voilà que tout fout l'camp, avec les coups d'État au Mali en 2020, puis au Burkina Faso en 2021, et aujourd'hui au Niger – qui pourrait bien obliger à décamper les 1 500 militaires français qui en ont fait leur base après avoir dû abandonner le Mali.

HORS D'AFRIQUE LES TROUPES FRANÇAISES, COMME AVEC ELLES, LES TOTAL, ORANO, BOUYGUES ET CONSORTS !

Malheureusement pas encore la fin des opérations militaires de la France en Afrique.

Et encore moins celle de l'impérialisme en général : les États-Unis, qui ont pendant des dizaines d'années laissé à la France (et en partie à la Grande-Bretagne) l'essentiel du rôle

de gendarme en Afrique, s'y sont réinvestis militairement depuis quelques années. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », cette fois. Comme ils s'y étaient investis du temps de la guerre froide au nom de « la lutte contre le communisme », en soutenant dans les années 1960 le dictateur Mobutu au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo, trop de richesse minière pour laisser ça à la France), ou en intervenant dans les années 1970 en Angola (avec pour piétaille les troupes du régime d'apartheid d'Afrique du Sud).

L'Amérique est de retour. Avec ses GIs, ses drones, et ses sous-traitants militaires privés (Prigogine n'est pas seul sur ce créneau commercial). Et c'est précisément au Niger qu'elle a implanté ses principales bases : 1 000 militaires, un aéroport et une base de drones destinée à épauler l'armée en même temps qu'à piloter ses propres opérations.

Alors Biden n'a pas envie de payer les déboires de Macron. D'où le pied sur le frein mis jusqu'à présent par Washington à l'idée d'une intervention militaire contre les putschistes du Niger, pendant que Macron voudrait y inciter les armées africaines des pays voisins. Les USA ont préféré pour l'instant prendre langue avec les putschistes, notamment celui qui est devenu chef d'état-major du nouveau pouvoir, le général Moussa Salaou Barmou, officier formé dans deux des meilleures écoles d'officiers des États-Unis.

MAINTIEN DE L'ORDRE SOCIAL AVANT TOUT

Leur souci commun c'est le maintien de l'ordre social dans cette Afrique dont le pillage des richesses réduit la majorité de la population (1,4 milliard d'habitants) à la misère. Le développement du terrorisme, des bandes armées, est le résultat de cette misère et s'est aggravé notamment au Mali à la suite de l'intervention militaire commune de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis en Libye en 2011, destinée à endiguer par la force la propagation des révolutions d'Égypte et de Tunisie.

Les effectifs des armées impérialistes en Afrique ne sont pas très élevés. C'est la France qui en a le plus : entre 7 000 et 8 000 ces dernières années, mais 6 000 aujourd'hui avec la fin de Barkhane. Ces Rambos sont là pour les actions de pointes, les raids meurtriers du haut de leurs hélicoptères. Le gros du

maintien de l'ordre contre les pauvres d'Afrique est assuré par les armées africaines. Celles-ci sont l'ossature de pratiquement tous les États africains d'aujourd'hui, financées en partie, conseillées par les grandes puissances. Quant à la petite couche de grands bourgeois africains, ceux avec lesquels les multinationales marchandent travaux publics, concessions minières ou pétrolières, elle a souvent grandi et bâti ses fortunes à l'ombre des armées nationales.

Les déboires de ce qui, sur le plan de l'ordre mondial, est une sous-traitance sont un peu inévitables, d'officiers ambitieux qui jouent leur propre carte, de dirigeants prêts à naviguer d'une puissance tutélaire à l'autre, au plus offrant. Les milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue au Niger pour applaudir le coup d'État, par détestation de l'armée française, des dégâts causés par les mines d'uranium d'Orano (ex-Areva) ou les mines d'or, auraient bien tort d'avoir des illusions dans le nouveau pouvoir militaire.

Mais si un Macky Sall, président si francophile du Sénégal, n'est pas plus chaud que ses homologues de la Cédéo pour se lancer dans l'aventure de l'intervention militaire au Niger, c'est qu'il a lui-même et encore tout récemment essuyé des manifestations sociales contre la vie chère et l'absence de libertés. Si le fils Deby au Tchad n'est pas plus chaud, c'est en souvenir des manifestations massives à N'Djamena lorsqu'il s'est arrogé en 2021 la succession de papa, par un coup de force salué par Macron. En souvenir peut-être aussi des plus grandes grèves qu'a connu son pays à l'hiver 2018-2019.

Ces mouvements sociaux sont l'avenir de l'Afrique.

PAR OLIVIER BELIN • 21/08/2023

>> SUR LE SITE

Nos articles sur le Niger

· Non à la guerre au Niger, troupes françaises hors d'Afrique !

· Coup d'État au Niger : un coup dur pour la Françafrique ?

· France-Niger : qui aide qui ?

nouveaupartianticapitaliste.fr/niger2023



ÉTATS-UNIS-CHINE : L'IMPÉRIALISME DOMINANT EN PRISE AVEC UN NOUVEAU RIVAL

À la fin du siècle dernier, les néo-conservateurs, un groupe de politiciens et d'intellectuels de droite américains, affirmaient que, l'Union soviétique disparue, les États-Unis deviendraient la seule superpuissance capable d'imposer sa volonté et ses intérêts au monde entier pendant le siècle à venir. Ironiquement, ce « nouveau siècle américain » a été très court. Il y a eu les borborygmes en Irak et en Afghanistan. Et, aujourd'hui, l'impérialisme américain se retrouve, économiquement et militairement, plus contesté qu'auparavant, notamment par l'essor de la Chine. Celle-ci compte 124 entreprises parmi les 500 plus grosses entreprises mondiales, avec le développement de quasi-monopoles sur leur marché national qui, petit à petit, en viennent à être des concurrents potentiels aux firmes occidentales. La bourgeoisie chinoise cherche maintenant à capitaliser sur son positionnement dans l'économie mondiale

pour se faire une place au soleil dans le ciel du système impérialiste mondial... déjà bien encombré ! Ses investissements à l'étranger ont été multipliés par huit au cours des quinze dernières années. Depuis 2013, la Chine a dépassé les États-Unis en tant que premier investisseur étranger direct en Afrique et est également le deuxième partenaire commercial de l'Amérique du Sud. La Chine a également entrepris des investissements massifs au Moyen-Orient, en alliance avec les États du Golfe, l'Irak et l'Iran. « L'accord stratégique global » Iran-Chine, signé en 2021, représente un investissement estimé à 400 milliards de dollars. Si l'influence de la Chine s'est jusqu'à présent exercée essentiellement par le biais d'outils de « soft power », elle se prépare aussi à l'éventualité d'une transformation de sa compétition avec les États-Unis sur un plan militaire. En 2022, la Chine a été le deuxième pays au monde – derrière les États-Unis qui

restent loin devant – à dépenser le plus pour son armée, avec 292 milliards de dollars, et développe notamment ses forces navales.

Devant ce poids montant de la Chine, on assiste à une inflexion sensible de la politique américaine pour endiguer ce développement. Sous la présidence de Trump, elle s'est faite plus agressive avec une hausse sensible des droits de douane pour nombre de produits chinois et la volonté de couper l'accès aux marchés occidentaux à certaines entreprises technologiques chinoises comme ZTE et Huawei. Biden n'a pas été en reste depuis son élection, à travers notamment un embargo sur les importations chinoises des semi-conducteurs les plus performants, clefs dans les secteurs de haute technologie, et des machines pour les produire. Cette continuité entre les mesures prises par Trump puis Biden suggère qu'elles correspondent aux besoins de la classe capitaliste américaine dans son ensemble, dans sa concurrence qui s'exacerbe avec la Chine. Aujourd'hui, les partis démocrate et républicain s'accusent mutuellement d'être « mous vis-à-vis de la Chine » ou de protéger de manière inadéquate le « peuple américain » de la concurrence chinoise.

Les tensions entre les États-Unis et la Chine

continuent de s'intensifier dans la région de la mer de Chine méridionale, haut lieu de passage du commerce international. Les États-Unis poursuivent par ailleurs leur alliance à long terme avec Taïwan, tandis qu'au cours des 20 dernières années, la Chine a développé plusieurs bases militaires dans la zone et multiplie les exercices militaires autour de l'île.

Que la Chine soit en mesure de s'affirmer aujourd'hui comme puissance régionale peut avoir des conséquences mondiales, selon la réaction de ses adversaires. La montée des dépenses militaires des États de la zone Pacifique, les confrontations en mer de Chine et leurs conséquences incertaines doivent rappeler que la guerre fait partie, et n'a jamais cessé de faire partie, du monde capitaliste.

L'augmentation des tensions s'accompagne de part et d'autre d'une rhétorique nationaliste de plus en plus agressive. Ces rivalités inter-impérialistes s'intensifient à la mesure que la crise rattrape l'économie mondiale – y compris en Chine. Les travailleurs n'ont pas à choisir entre l'un des camps en présence, qui sèment tous deux guerre et misère.

PAR BORIS LETO • 21/08/2023

Reconfigurations impérialistes

BASCULEMENT DE LA POLITIQUE ALLEMANDE : CALCULS DE RENTABILITÉ !

Au début de l'invasion russe en Ukraine (février 2022), l'Allemagne importait de Russie 55 % de son gaz naturel, 50 % de sa houille et 35 % de son pétrole. La dépendance était forte. Durant l'année 2022, ces importations ont été réduites à zéro, substituées par celles d'autres pays. Où est le problème ? Il est que le prix de toutes les importations énergétiques de l'Allemagne a augmenté de 83,5 % en 2022 par rapport à 2021, même si la consommation d'énergie a baissé d'environ 5 %. La décision de se ranger derrière les États-Unis et l'Otan, à la suite de l'agression russe en Ukraine, et de ce fait de se couper de l'énergie russe plutôt bon marché, a donc eu des conséquences sur la compétitivité industrielle du pays, l'énergie à relativement bas coût étant un de ses atouts.

Si l'indice de production industrielle en Allemagne (valeur de la production hors inflation et hors effets saisonniers) n'a diminué dans son ensemble que de 1,5 % entre février 2022 et juin 2023, l'indice propre aux branches à haute consommation énergétique (chimie, métallurgie, production de verre et céramiques, production de papiers et cartons, raffineries et cokeries) a chuté de 16,1 % (et de 17,5 % pour la seule industrie chimique).

Autre choc : le 27 février, trois jours après l'invasion de la Russie, le chancelier Olaf Scholz annonçait 100 milliards d'euros supplémentaires pour le réarmement de l'Allemagne, à dépenser durant les prochaines années en plus du budget militaire annuel « normal ». Entre 2015 et 2021, les dépenses militaires allemandes étaient déjà passées de 38,2 à 56,5 milliards de dollars. Même si l'Allemagne reste encore en dessous des 2 % du PIB de dépenses militaires conseillés par les stratégies de l'Otan (qui ne seraient atteints qu'en 2025), il s'agit néanmoins d'une militarisation inouïe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Malgré les sanctions économiques contre la Russie depuis l'annexion de la Crimée en 2014, le capital allemand avait préservé des liens économiques (et surtout énergétiques) assez étroits avec la Russie. C'est désormais un autre choix qui est fait : nul doute que l'Allemagne n'allait pas abandonner aisément la place d'alliée privilégiée des USA qu'elle occupe en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale — ni sa dépendance aux industries et technologies de pointe de la Silicon Valley. Nul doute non plus que ses dirigeants devaient rassurer ceux des pays de l'Est européen qu'ils ne laisseraient pas agir impunément l'impérialisme russe. Les intérêts du capital allemand en Europe de l'Est sont plus importants qu'en Russie : le total des stocks d'investissements directs de l'Allemagne (fin 2021) en Pologne, Tchéquie, Hongrie, Roumanie et Slovaquie est cinq fois supérieur aux investissements en Russie.

PAR TONI ROBERT • 21/08/2023

Camp de la TIR : internationalisme, théorie et pratique

La Tendance pour une internationale révolutionnaire (TIR), le regroupement international auquel participent les membres du courant Anticapitalisme & Révolution du NPA, a tenu du 2 au 5 août son septième camp estival, près de Ségovie dans l'État espagnol. Cent-soixante militants et sympathisants révolutionnaires de France, de l'État espagnol, de Grèce et d'Italie étaient rassemblés.



Guerre en Ukraine, inflation, crise climatique... : toute l'actualité nous prouve que vouloir changer la société demande de dépasser le cadre étriqué des frontières. Dès 1845, Marx avait développé l'idée selon laquelle les travailleurs n'ont pas de patrie : « la nationalité du travailleur n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle est le travail, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est le Capital. Son air natal n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est l'air de l'usine. » Le capitalisme s'est développé au niveau mondial, avec un marché et une division du travail à cette échelle. De ce fait, la classe ouvrière est une classe internationale. Nous nous fixons donc l'objectif - ambitieux mais indispensable - d'avancer vers la construction d'une organisation internationale pour la révolution et le communisme. Ce besoin, dont nous avons discuté sous divers aspects, constituait le fil rouge de cette septième édition, notamment lors de meetings sur la nécessité d'une réponse ouvrière et mondiale à la crise climatique ou sur les luttes dans divers pays.

Avec les formations sur le militarisme, la guerre et le capitalisme, sur l'économie capitaliste et sur les enseignements du coup d'État chilien de 1973, nous avons débattu de l'urgence et des moyens d'en finir avec le capitalisme. Des débats en petits groupes ont permis d'aborder de nombreux sujets d'histoire et d'actualité : mieux connaître des figures du mouvement ouvrier (Mo-

ther Jones, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin), réfléchir sur le trotskisme (son actualité, les trotskistes et la Seconde Guerre mondiale, l'implantation dans la classe ouvrière), le bilan du gouvernement PSOE-Podemos en Espagne, le mouvement contre la réforme des retraites en France, la démocratie ouvrière, l'insurrection du ghetto de Varsovie...

Le camp a été aussi l'occasion de mettre sur pied de manière concrète une politique internationale, en planifiant notre participation commune au contre-sommet de l'Union européenne qui se tiendra à Grenade fin septembre-début octobre.

Enfin, pour la délégation française ce camp était particulier, car il était le premier depuis le 5^e congrès du NPA et la scission imposée par l'ex-plateforme B. Nous avons pu mesurer à quel point la situation du NPA intéresse par-delà les frontières. Mais aussi discuter de l'occasion enthousiasmante qu'elle représente de fusionner différentes traditions militantes issues du trotskisme dans un parti militant, utile dans la lutte des classes, communiste et révolutionnaire. Une possibilité que nous voulons explorer en France... et à l'échelle internationale.

PAR GAËL KLEMENT • 21/08/2023

Tunisie : les frontières de l'Union européenne tuent

Depuis le début du mois de juillet, une vingtaine de migrants subsahariens ont été découverts sans vie dans le désert tunisien, tandis que des centaines d'autres ont été livrés à eux-mêmes dans des conditions inhumaines. Voilà le résultat de la politique de terreur menée par l'Union européenne à ses frontières.

Démantèlement de Frontex ! Liberté de circulation, d'installation et régularisation de tous les sans-papiers !

>> VOIR L'ARTICLE SUR LE SITE
INTERNET DU NPA



nouveaupartianticapitaliste.fr/tunisie-les-frontieres-de-lunion-europeenne-tuent/

Crise sociale, dévaluation, l'Argentine au bord du gouffre

L'extrême droite en force et les défis de la gauche révolutionnaire

UN CHOC ÉLECTORAL DANS UN PAYS BROYÉ PAR LA CRISE SOCIALE

Après une stagnation économique d'une décennie, une alternance de partis usés, 45 % de sa population sous le seuil de pauvreté, 113 % d'inflation sur un an, un dollar à 780 pesos au marché noir (deux fois au-dessus du cours officiel), l'Argentine a vécu des élections primaires (Paso) déterminantes, car, avec un système de vote en principe obligatoire, elles sont un véritable test grandeur nature pour les élections générales prévues le 22 octobre 2023. Les partis de gouvernement, que ce soit Massa avec les péronistes ou le ticket Bullrich-Laretta pour la droite conservatrice, ont perdu ensemble 7 millions de voix par rapport à la consultation de 2019. Avec 7,1 millions de voix pour une première candidature, Milei, qui se présente comme un libertarien, a joué une partition anti-système qui lui a valu plus de 30 % des voix, d'être arrivé en tête dans 16 provinces sur 24, et deuxième dans quatre provinces. Le programme de Milei est une régression sur tous les plans : suppression de 10 ministères sur 18 (dont celui de l'Éducation) avec privatisation intégrale des services publics, privatisation des 34 compagnies d'État accusées de creuser le déficit (en réalité la dette cumulée de ces entreprises pèse seulement 1 % du Produit intérieur brut national), interdiction

de l'avortement et des droits des minorités LGBT, pillage programmé des milieux naturels, restriction des droits syndicaux et politiques des travailleurs. Un capitalisme intégral, puisque Milei est favorable au commerce légal des organes humains dans un continent où ce commerce rapporte déjà des millions par an en prenant directement dans la chair des pauvres. Mais, pour l'essentiel, sa campagne a été centrée sur la dollarisation de l'économie argentine. Avec démagogie, il a soutenu un plan mis en place par un financier, Ocampo, qui, selon ses dires, allait enrichir les Argentins. Pour effectuer ce basculement complet vers la monnaie américaine, il faudrait mobiliser 32 milliards de dollars et pour cela garantir cette opération par la mise à disposition auprès des créditeurs des richesses nationales et en premier le pétrole (YPF, la compagnie pétrolière d'État).

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Plusieurs facteurs ont permis l'ascension de ce démagogue d'extrême droite. Mais il y a une raison importante qui tient à la réorganisation du marché mondial dans l'espace latino-américain. La polarisation sociale a été une constante depuis la formation de ces États lors du cycle des indépendances au début du 19^e siècle. Elle va s'accroître encore au

21^e dans la décennie qui vient. En effet, l'exportation de matières premières et alimentaires a été une des bases de l'économie régionale mais aussi la racine de sa dépendance au marché international. Mais la transition énergétique et l'accroissement de la population annoncent des profits faramineux dans la période à venir. Une inégalité croissante s'accommode mal d'une démocratie bourgeoise même en apparence avec ses droits et libertés formelles.

LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE AU CARREFOUR

L'Argentine présente aujourd'hui une tendance aux chocs sociaux d'ampleur avec la particularité d'avoir des organisations révolutionnaires implantées et reconnues. Plusieurs milliers de militants dans les entreprises, les quartiers, les lieux d'étude et de formation ; à titre d'exemple, les camarades du FIT-U ont mobilisé 15 000 assesseurs pour garantir la bonne tenue du scrutin. Nous laissons la parole sur le site du NPA aux militants argentins pour que les militants et les lecteurs de *Révolutionnaires* se fassent une opinion dans une discussion difficile. Myriam Bregman, du Parti des travailleurs socialistes, associé à la Gauche socialiste (IS), dirigera la coalition du Front de gauche des travailleurs-Unité (FIT-U), car elle a gagné

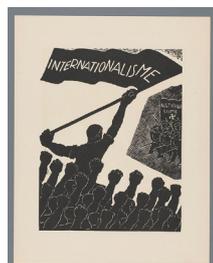
largement les primaires de l'extrême gauche, deux tiers des voix contre un tiers pour Gabriel Solano du Parti ouvrier associé au Mouvement socialiste des travailleurs (MST). Une résolution du MST et une interview de Manuela Castañeira du Nouveau Mouvement vers le socialisme (MAS) complètent ce panorama.

PAR TRISTAN KATZ • 21/08/2023

>> SUR LE SITE

Pour en savoir plus sur les élections en Argentine

nouveupartianticapitaliste.fr/arg2023



CONFÉRENCE DE MILAN : UNE PREMIÈRE AVANCÉE QUI NÉCESSITE D'ÊTRE CONSOLIDÉE

Le week-end des 15 et 16 juillet se sont réunies 24 organisations communistes, issues de courants d'opposition de gauche au stalinisme - bordiguistes, trotskistes, mais aussi communistes libertaires - à l'initiative d'un comité de six organisations d'Italie : Associazione Marxista Rivoluzionaria Controvento, ControCorrente, Lotta Comunista, Partito Comunista dei Lavoratori, Rivoluzione Comunista, et Sinistra Anticapitalista. Le propos était d'échanger sur les tâches des forces internationalistes au sujet des profondes transformations de l'impérialisme et de la guerre en Ukraine. C'est la première initiative de cette ampleur depuis des décennies, regroupant des organisations du Japon à l'Inde en passant par l'Argentine et la Turquie et bien sûr d'Europe. Pour les indifférents, la conférence n'avait aucune importance, pour les pressés, elle n'a débouché sur aucun résultat tangible ou déclaration fracassante. Et pourtant la conférence de Milan a permis une première série d'échanges, de rencontres entre équipes de direction, d'exploration

d'initiatives internationales qui pourraient être les jalons de futures collaborations.

UNE DISCUSSION MENÉE AVEC SÉRIEUX

La logistique a été assurée par Lotta Comunista, dont les militants français connaissent la maison d'édition Science marxiste et le mensuel *L'Internationaliste*, et sans laquelle l'événement aurait été impossible à réussir. Les échanges ont été animés mais toujours dans l'écoute, permettant au fil des discussions une évolution des arguments, des échanges réels sur les positions. Sur la nature de la guerre en cours en Ukraine, il y avait pour simplifier trois champs de positions : celle qui caractérisait le conflit comme étant inter-impérialiste impliquant un défaitisme de chaque côté des forces en guerre, celle d'une guerre d'agression et d'expansion états-unienne à laquelle la Russie riposterait défensivement, et enfin une analyse du conflit comme étant l'amorce potentielle d'une guerre généralisée mais où se superposaient plusieurs

conflits et où la question nationale ukrainienne demeurerait essentielle. Le NPA a défendu une position minoritaire¹ qui condamne l'agression russe, les calculs impérialistes et soutient le droit à l'auto-détermination du peuple ukrainien.

COMMISSION INTERNATIONALE DU NPA • 22/08/2023

1. Sur notre site, notre présentation et la traduction de notre contribution en anglais, allemand, castillan, italien, mandarin, persan et russe.

>> ARTICLE COMPLET À LIRE SUR LE SITE

nouveupartianticapitaliste.fr/?p=9339



ÉCOLOGIE

Encore un été étouffant, jusqu'à quand brûlera la planète pour leurs profits ?

Le mois de juillet a été le plus chaud jamais enregistré, que ce soit sur terre ou à la surface des océans. Les phénomènes climatiques extrêmes et leurs conséquences s'accumulent : sécheresse chronique, incendies au Canada, en Grèce, à Hawaï, typhons et inondations en Chine... Les populations les plus pauvres font tout particulièrement les frais de ces catastrophes pas si naturelles.



LAHAINA, HAWAÏ, AOÛT 2023 | WTP22, SOURCE : WIKIPEDIA

EN HAUT, TOUT CONTINUE COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT

Les dignitaires de cette société capitaliste feignent l'émotion, se fendent de déclarations empathiques mais dans les faits, rien ne change. Les émissions de CO₂ liées à l'énergie ont atteint 36,8 gigatonnes en 2022, un record !

Le gouvernement américain soutient la production pétrolière en Alaska, celui du Royaume-Uni relance l'extraction de pétrole et de gaz en mer du Nord. Un sommet du G20 en Inde n'est même pas parvenu à définir ne serait-ce qu'un calendrier de sortie des énergies fossiles. Christophe Béchu, ministre français de l'Écologie, s'en est dit « très déçu », alors que sa collègue à la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, est liée familialement à Perenco, deuxième groupe pétrolier français après TotalEnergies.

FACE À LA CANICULE, CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES

Ni la machine à profits, ni même le mode de vie ultra polluant d'une poignée de grands capitalistes ne doivent être modifiés – les ventes de jets privés vont atteindre des records en 2023 !

Pendant ce temps, les travailleurs font face à la canicule. Rien n'est par exemple prévu pour limiter le travail en cas de fortes chaleurs, pas même en extérieur. Une fois chez soi, il faut encore subir les températures étouffantes dans des logements souvent mal aérés, faits d'un béton qui emmagasine la chaleur le jour pour la recracher la nuit, avec un accès parfois difficile à des zones de fraîcheur (piscines publiques, espaces verts). Dans ces conditions, faute de partir en vacances, les congés tournent au calvaire.

À l'autre extrémité de la société, les plus riches profitent de leurs résidences secondaires, de leurs jardins ombragés et de leurs piscines particulières. Tout en haut, Bernard Arnault prend le soleil sur son monstrueux yacht de 101 mètres de long, trop grand pour le rentrer dans le port de Naples. Le confort insolent des maîtres du monde a de quoi révolter.

EUPHÉMISME

Il faudrait, nous dit-on, « s'adapter » aux effets du réchauffement climatique. Dans la bouche des hommes politiques, cela revient déjà à avouer qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose pour le ralentir. Et dans les faits, ils ne font pas grand-chose, non plus, pour nous en protéger. Après avoir présenté un dérisoire « plan canicule » en juin, qui prévoit notamment l'envoi de SMS en cas de vague de chaleur, Christophe Béchu a passé son été à aller de camping incendié en village à court d'eau, affichant partout la même incapacité à faire quoi que ce soit.

Cette société est seulement capable de tout « adapter » à la bonne marche des profits capitalistes. Après elle, le déluge... ou la sécheresse. Si on ne l'arrête pas, elle va nous cuire à feu vif !

PAR BASTIEN THOMAS • 22/08/2023

INCENDIES À HAWAÏ UNE CATASTROPHE PAS SI NATURELLE

Mardi 8 août, un incendie s'est déclaré à Hawaï, sur l'île de Maui. La ville touristique de Lahaina a été complètement réduite en cendre. À l'heure où cet article est écrit, le bilan s'établit déjà à 110 morts et 1300 portés disparus sur les 12 000 habitants que comptait la localité. Les secours en sont réduits à identifier par ADN les corps calcinés.

Différents facteurs se sont combinés pour mener à cette catastrophe. Le climat et la météo, d'abord. En conséquence du réchauffement climatique, Hawaï était frappé par la sécheresse au moment où s'est déclaré l'incendie.

Le départ de feu pourrait être lié à l'état déplorable du réseau électrique. Les fils ne sont pas enterrés, pendent trop bas et passent par des forêts non entretenues. Il est possible que les vents violents aient renversé des poteaux, ou un arbre, sur des lignes, provoquant un arc électrique dans une prairie d'herbes sèches.

S'ajoute l'incurie des autorités. Les systèmes d'alerte ont tous été défaillants, à commencer par les sirènes, probablement en raison des fortes chaleurs. Certains pompiers ont découvert des bouches d'incendies à sec ou au débit très faible. Le réseau d'eau, déjà en tension sur les ressources et dont les canalisations sont vétustes, a été sursollicité, entre les habitants qui luttent contre le feu avec leur tuyau d'arrosage, et les maisons embrasées, d'où l'eau sortait par des tuyaux fondus.

C'est justement pour anticiper tous ces problèmes que devraient être préparés différents plans de prévention des risques ! Ici, clairement, rien n'avait été fait. Différents rapports indépendants avaient pourtant déjà pointé la vulnérabilité du territoire au risque d'incendie, mais les capitalistes et leurs gouvernants n'ont pas pris les alertes au sérieux.

PAR CHARLES RAMUS • 22/08/2023

L'Uruguay assoiffé par les capitalistes : « ce n'est pas la sécheresse, c'est le pillage ! »

Cela fait plusieurs mois que plus de la moitié des habitants de l'Uruguay n'ont pas d'eau potable. Cette sécheresse, aggravée par la surexploitation de l'eau par l'agriculture capitaliste, est la pire depuis 74 ans. Le principal réservoir d'eau de la capitale, Montevideo, n'est plus qu'à 2 % de sa capacité.

LA POPULATION RÉDUITE À BOIRE DE L'EAU DE MER

En conséquence, l'entreprise publique Obras Sanitarias del Estado (OSE) qui gère l'eau potable a mélangé de l'eau douce à de l'eau de l'Atlantique afin de fournir de l'eau au robinet plus longtemps, malgré les risques sanitaires : même les animaux refusent de la consommer ! Pour « rassurer » la population, le ministre de l'Environnement, Robert Bouvier, a déclaré que « l'eau n'est pas potable dans sa définition précise de potabilité, mais elle est buvable et consommable ». La teneur en sel de l'eau du robinet est cependant deux fois plus élevée que le seuil maximum fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), alors qu'un tiers de la population souffre d'hypertension artérielle.

LES CAPITALISÉS PILLENT, PUIS ILS REVENTENT

Parions que Bouvier ne boit pas au robinet mais trinque aux profits monstrueux

réalisés par les Danone et autres Coca-Cola qui profitent d'un pays dépendant de l'eau en bouteille, inaccessible pour les 500 000 personnes n'ayant pas les moyens d'en acheter.

Il ne manque pourtant pas d'eau en Uruguay avec l'aquifère Guarani, une des trois plus grandes réserves d'eau potable dans le monde. Cette richesse aiguise les appétits des multinationales, qui accaparent cette ressource avec l'aide du gouvernement, à l'image de Google dont le nouveau centre de données nécessite 7,6 millions de litres d'eau par jour pour être refroidi. C'est la consommation quotidienne de 55 000 personnes. C'est la goutte de trop dans un pays où les capitalistes de l'agro-alimentaire épuisent déjà cette ressource – la plus grande usine de pâte à papier du monde y a, par exemple, ouvert cette année !

LA COLÈRE S'EXPRIME

La population fait entendre sa colère dans les rues de Montevideo en martelant le

ALGUES VERTES, LES MÉFAITS DE L'AGRICULTURE CAPITALISTE

UNE INTERVIEW D'INÈS LÉRAUD

Longtemps surnommée « salade verte », l'algue verte ne fait pas seulement fuir les touristes. En putréfaction, elle émet du sulfure d'hydrogène, ou H₂S, qui devient mortel au bout de quelques minutes d'inhalation. Des dizaines d'animaux, chevaux, chiens et sangliers, mais aussi au moins trois hommes, dont Thierry Morfisse et Jean-René Auffray, en ont été victimes.

C'est peu dire que toutes les autorités, y compris le lobby touristique, ont participé à la « fabrique du silence », sous le regard bienveillant de la toute puissante FRSEA¹ bretonne, véritable État dans l'État. N'est-ce pas monsieur le préfet de région ? Les élus de tout acabit et les décideurs politiques cherchent par tous les moyens à mettre hors de cause le « modèle agricole breton » – litote ridicule pour qualifier le conglomérat industriel agricole en Bretagne, totalement inféodé au capital, qui considère la terre, la mer, l'air, le vivant domestique ou sauvage et les humains comme de simples ressources utilisables à coup d'intrants, de subventions et de corruption. Des millions d'euros sont versés aux principaux responsables au nom de la lutte contre le fléau !

L'omerta a duré jusqu'à ce qu'associations, lanceurs d'alerte, scientifiques et des paysans eux-mêmes décident de se mêler de leurs propres affaires, d'enquêter, de dénoncer, de demander des comptes à la justice, à l'État et aux élus sous le regard courroucé de Jean-Yves Le Drian, ancien patron socialo-macroniste de la région. Première reconnaissance juridique en 2013, le tribunal administratif de Rennes a condamné l'État dans le dossier des algues vertes. Condamnation renouvelée en 2021.

Ces différents jugements ne sont pas du goût du préfet des Côtes-d'Armor qui a encore tenté d'interdire

l'accès au littoral pollué à André Ollivro et Yves-Marie Le Lay, deux lanceurs d'alerte militants, au nom des dangers pour leur santé ! Pas de chance pour lui, le tribunal administratif de Rennes vient à nouveau de le condamner, le 18 juillet, cette fois pour « préjudice écologique ». Et le travail militant paye : toutes les bonnes librairies bretonnes et au-delà vendent la BD Les algues vertes, l'histoire interdite et le film éponyme est un succès.

Nous avons interviewé Inès Léraud, journaliste d'investigation, co-auteurice de la BD, engagée dans le mouvement social, avec qui nous avons partagé tous les combats : contre la réforme des retraites et pour la défense de la journaliste locale Morgane Large, victime de deux sabotages en réaction à ses enquêtes sur le lobby de l'agrobusiness breton.

RÉVOLUTIONNAIRES : Inès, es-tu surprise de l'accueil réservé au film tiré de la BD sur les algues vertes ?

Inès Léraud : Oui c'est une surprise, en ce 15 août nous en sommes à 340 000 spectateurs, ce qui pour un film militant est exceptionnel. Surtout sans acteurs starisés ou très connus, sans gros budget, environ 3,7 millions d'euros, et sur un sujet difficile. Au début de l'aventure avec Pierre Jolivet, le réalisateur, nous n'imaginions pas que ce serait un tel succès. Mais l'audience dépasse nos espoirs, d'autant que des bâtons ont été mis dans nos roues lors du tournage. Nous n'avons pu avoir accès à certains lieux, comme une simple porcherie ; certaines scènes ont sauté ; des menaces ont été proférées à notre rencontre. Dans le même temps, la BD continue à se vendre, actuellement elle dépasse les 150 000 exemplaires. Preuve de la prise de conscience par la population des enjeux environnementaux et de santé publique.

RÉVOLUTIONNAIRES : Penses-tu que l'opinion a bien senti les enjeux liés à l'agrobusiness, à ses effets sur l'environnement et sur le devenir du vivant à court terme ?

Inès Léraud : Je constate par les échos qui me reviennent que le film a été considéré comme « bienveillant » par les Bretons, y compris par des agriculteurs, il n'est pas accusateur. Il décrit un système et la population se sent concernée. Le film montre bien que les habitantes et habitants ont aidé des journalistes comme moi dans les enquêtes, tu en fais partie aussi d'ailleurs.

Les Bretonnes et Bretons se sentent fortement concernés par les enjeux de la qualité de l'eau et de santé publique, mais aussi par l'agriculture qui est dans une situation compliquée. La plupart des agriculteurs ne disposent pas d'un revenu stable, ni convenable. On voit la déperdition agricole, les fermes qui ne trouvent pas de repreneur, etc. La spéculation foncière est encouragée par la FDSEA². Même des agriculteurs conventionnels se posent des questions et accompagnent le film *Les Algues vertes* lors de projections. Et surtout, il me remonte qu'ils apprécient la critique qui y est faite de la FNSEA, qui ne les représente pas. C'est le cas notamment de l'équipe du Samu agricole du Maine-et-Loire. Je reçois des messages d'agriculteurs qui sont allés voir le film, ils veulent sortir de l'hégémonie des FDSEA.

RÉVOLUTIONNAIRES : La condamnation de l'État dans le dossier des algues vertes n'est sans doute pas tombée par hasard ?

Inès Léraud : Pour moi, il est évident que la pression et le travail des associations sont déterminants, notamment celui d'Eau et rivières de Bretagne, et ceux d'André Ollivro et d'Yves-Marie Le Lay depuis des décennies. Il est même crucial pour compenser l'inactivité ou la complicité de certains élus en place. J'appelle de mes vœux à ce que le plus grand nombre d'habitants aident et rejoignent ces associations.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY PERENNES, COMITÉ NATHALIE LE MEL DU NPA • 16/08/2023

À LIRE ET À VOIR :

Algues vertes, l'histoire interdite

Bande dessinée d'Inès Léraud et Pierre Van Hove, Delcourt, 2019.

Les Algues vertes

Film réalisé par Pierre Jolivet d'après la bande dessinée, 2023.

1. Branche régionale du syndicat agricole FNSEA.
2. Par exemple grâce aux montages fiscaux ou de succession. Les FDSEA sont les sections départementales de la FNSEA.



sol avec des bouteilles en plastique vides au rythme du slogan « No es sequía es saqueo » (« ce n'est pas la sécheresse, c'est le pillage »). Les travailleurs et travailleuses de l'OSE, cette entreprise publique qui gère l'eau, donnent aussi de la voix. Ils ont fait grève en juillet pour dénoncer le sous-effectif qui les empêche d'entretenir correctement le réseau. Près de la moitié de l'eau distribuée serait ainsi perdue dans la nature du fait de la vétusté des canalisations.

Tout pour leur profit et rien pour la population, voilà comment les capitalistes et leur gouvernement assoiffent un pays entier. Ce qu'ils font en Uruguay, ils le font ailleurs. Coupons-leur le robinet des profits par la grève, les manifestations, et socialisons les ressources en eau !

PAR ELLA BAILLEUL • 20/08/2023

Pour des transports collectifs gratuits et de qualité, aux patrons de payer !

Dans les années à venir, l'offre de transports en commun devrait augmenter. Du moins, à en croire les responsables politiques, moins préoccupés par la qualité de service que par le coût de l'opération. Un rapport du Sénat estime qu'il faut trouver 100 milliards d'euros d'ici 2030. Et pas question pour les sénateurs, ni d'ailleurs pour l'Inspection générale des finances à l'origine d'un autre rapport sur le sujet, de mettre les patrons à contribution. Reste alors à faire payer les travailleurs, qu'ils conduisent les transports ou qu'ils les empruntent.

CE QUI SE CACHE DERRIÈRE LES « GAINS DE PRODUCTIVITÉ »

Le rapport du Sénat parle des « gains de productivité » à trouver dans les entreprises de transport. Traduction, il faut renforcer l'exploitation capitaliste. Un vaste chantier est déjà à l'œuvre en ce sens : « ouverture à la concurrence » à la RATP et à la SNCF, « allotissement » aux TCL (Transports en commun lyonnais), restructuration du réseau Optile (grande couronne parisienne), etc.

Au-delà de ces offensives qui touchent surtout les travailleurs des vieux monopoles publics ou privés, il y a aussi le sous-effectif chronique que connaissent tous les réseaux, produit du vieillissement de la main-d'œuvre non anticipé par les directions, des bas salaires et des conditions de travail éreintantes. Alors oui, se partager le travail du collègue qui manque, on peut voir ça comme un « gain de productivité ». Mais pour que l'offre de transport puisse se développer, il faudra que les

patrons embauchent, en y mettant les moyens : augmentation de tous les salaires de 500 euros, pas un salaire en dessous de 2000 euros net, amélioration des conditions de travail !

POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS ET UNE OFFRE DE SERVICE À LA HAUTEUR !

L'autre piste explorée est d'augmenter le prix du billet. L'abonnement mensuel en région parisienne (forfait Navigo) avait déjà pris neuf euros en janvier 2023. Il devrait encore gonfler à la fin de l'année. Quant aux tarifs du train, notamment pour partir en vacances, ils sont déjà prohibitifs.

Les abonnements et les tickets coûtent cher à ceux qui les paient, alors que les recettes commerciales ne pèsent pas lourd dans le budget des réseaux (plus ou moins un tiers). Mais tout est bon pour ne pas augmenter l'impôt payé spécialement par les entreprises au titre du transport collectif, le « versement mobilité ».

Il est plus qu'urgent de rendre les transports gratuits, en faisant payer les patrons ! Il est également plus qu'urgent de développer vraiment les réseaux, sans mettre en concurrence des projets qui seraient tous utiles. Il faut placer les transports sous le contrôle des travailleurs qui les font tourner et de ceux les utilisent. C'est nécessaire pour améliorer l'offre et la qualité de service et ainsi fournir une alternative collective efficace à la voiture individuelle dans la lutte contre le réchauffement climatique.

BRANCHE TRANSPORT DU NPA • 22/08/2023

Luttes des femmes, luttes de classe !

Nos premières rencontres d'été révolutionnaires vont être l'occasion d'engager un cycle de discussions sur le féminisme. Comment des communistes révolutionnaires abordent-ils la question ? Quelles articulations entre luttes de classe et luttes pour les droits des femmes ? Avec une boussole : que le combat féministe soit celui de l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse.

L'intervention féministe au travail

Dans les entreprises, comme dans le reste de la société, les inégalités entre les femmes et les hommes font système. Le travail des femmes est dévalorisé, l'écart salarial homme-femme est de 15 %, et une femme sur trois est victime de violences sexistes ou sexuelles au travail.

Le patronat fait semblant, au mieux, de traiter la question des inégalités salariales, sans toutefois les résorber en l'absence de véritable contrainte. Au pire, il se sert de ces inégalités pour diviser tout en préservant ses propres intérêts. Il exerce une pression réactionnaire sur l'ensemble de la société, contre laquelle seules les luttes collectives peuvent rivaliser.

Les syndicats, notamment la CGT, disent faire de l'égalité salariale entre hommes et femmes leur priorité. Plus récemment, ils ont déployé des campagnes, souvent conçues au niveau national et pas toujours relayées localement, contre les violences sexistes et sexuelles au travail. Mais le plus souvent, les directions syndicales réclament une intervention patronale ou gouvernementale au lieu de mobiliser collectivement et directement les travailleuses concernées. Ce traitement très institutionnel de la question de l'oppression des femmes ne contribue pas aux mobilisations à la base, tellement nécessaires sur ce sujet.

À la SNCF, entreprise qui compte un forte majorité d'hommes (80 %), les femmes sont moins bien payées, plus nombreuses à exercer en temps partiel, et partent en moyenne plus tardivement à la retraite que les hommes. Elles sont également nombreuses à faire face au sexisme ordinaire voire, pour une partie non négligeable d'entre elles, à

des violences sexistes ou sexuelles (agressions verbales ou physiques). Bien que ces agissements soient passibles de sanctions, et pour certains constitutifs d'infraction ou de délit, ils font rarement l'objet de suites, disciplinaires ou judiciaires, et encore moins de changements ni d'évolution des consciences au sein des collectifs de travail.

À travers notre intervention militante sur des cas de violences sexistes et sexuelles au travail, nous avons identifié plusieurs causes à cela : d'une part, les femmes victimes ne se manifestent que très rarement par peur des représailles patronales ou par méfiance à l'encontre des syndicats. D'autre part, si les victimes se manifestent auprès de la direction, l'enquête est confiée à un prestataire, qui conclut la plupart du temps à l'absence de faits litigieux. Si des poursuites sont parfois engagées contre le ou les salariés mis en cause, l'employeur, lui, n'est jamais mis en cause alors même qu'il est en faute pour ne pas avoir assuré la sécurité des salariées.

La lutte contre le sexisme et les violences sexistes et sexuelles dans toute la société et notamment sur nos lieux de travail est l'affaire de tous les travailleurs et travailleuses, syndiqués ou non !

PAR STELLA MONNOT, BRANCHE TRANSPORT DU NPA • 22/08/2023

Rendez-vous

» JEUDI 28 SEPTEMBRE

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT

» À VENIR

DOSSIER FÉMINISME DANS PROCHAIN NUMÉRO

Construire un cadre large de lutte auto-organisée : l'AG féministe de Gironde

L'assemblée générale (AG) féministe de Gironde a pris forme à partir de 2020 avec l'objectif de coordonner les luttes féministes locales et d'offrir un cadre large à toutes celles qui souhaitent s'engager dans le féminisme. Construite à l'origine par des militantes associatives et syndicales, la structure s'est élargie et est aujourd'hui majoritairement composée de femmes qui n'ont pas d'autre appartenance militante.

Les positionnements « idéologiques » de l'AG se sont construits dans les luttes : soutien aux familles menacées d'expulsion dans les squats, réactions aux féminicides, organisation de la grève du 8 mars, de la journée du 25 novembre. L'AG a également dû mobiliser pour la défense militante d'une camarade arrêtée et menacée de détention provisoire et s'est positionnée en soutien aux émeutes, contre la police et la répression d'État après la mort de Nahel.

Pendant la lutte contre la réforme des retraites, à Bordeaux, le cortège de l'AG a gonflé de manif en manif et a fait partie des plus dynamiques et remarquables. Les slogans de plus en plus clairement anticapitalistes et révolutionnaires ont été repris largement : « on va dégager Macron, et les patrons, on va prendre l'Assemblée, et décider. »

Toutes les semaines, l'AG se réunissait pour organiser les manif, s'inscrire dans les initiatives proposées par les collectifs de lutte. L'AG a été à l'initiative d'événements pour relier les différents secteurs en lutte : femmes dans l'agriculture, dans la grande distribution, dans la santé, dans l'éducation, etc.

Progressivement elle s'est dotée de son propre service d'ordre (SO), très visible. Des camarades ont été formées puis en ont formées d'autres. Aujourd'hui, les mandats du SO sont discutés collectivement et débriefés en réunion.

Après trois ans d'existence, l'AG est devenu un espace d'auto-organisation féministe, démocratique et radical qui débat, échange et s'engage dans toutes les luttes. C'est un espace en construction mais qui affiche un objectif anticapitaliste et révolutionnaire. Des femmes qui n'avaient jamais milité ont découvert le rôle et l'importance de la grève, ce que représente l'État, la police, les syndicats et les partis institutionnels.

Nous participons à ce cadre en tant que militantes du NPA : nos exigences démocratiques, et les débats que nous y portons ont convaincu de l'importance de la lutte en général, d'expérimenter l'auto-organisation et de s'autoriser à penser collectivement le monde que l'on veut pour demain et les moyens pour y parvenir.

PAR CHLOÉ DORBOT • 22/08/2023

LES MOTS SONT DES ARMES

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									

VERTICAL

- A VERBE D'ACTIONS CONJUGUÉES
- B EMPÊCHE DE TIRER
- C BERCEAU DE MME DE MAINTENON
- D ASSUREUR MUSICIEN — PARESSEUX
- E NANA
- F VIELLE COLÈRE — ENTRENT DANS LES DÉCORS
- G PAPE OU DÉMONS — PARFOIS DE PROSPÉRITÉ
- H ANCIENNE DIRIGEANTE D'ISRAËL — PERSONNEL
- I ON EN EST PARFOIS DIGNE

HORIZONTAL

- 1- HORRIBLEMENT DÉVOYÉ
- 2- PARTOUT
- 3- FORME LA HAIE — DEVENUE VACHE
- 4- PARTIE DE L'ŒIL OU DU PIED — DÉSERT DE DUNES
- 5- ORGANISATION DU TRAVAIL — DIEU MARVEL
- 6- SYMBOLE DU NÉON — ON Y BRULE
- 7- JOIES COMMUNICATIVES

SOLUTION DES MOTS CROISÉS DU NUMÉRO 3

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N
2	E	T	I	R	E		A	N	S	E
3	T	A	N	G	O	S		N	E	T
4	R	T	T		N	I	E	E	S	
5	A	I		D	E	R	M	E		T
6	I	S	S	U		E	S		R	A
7	T	E	M	O	I	N		M	O	T
8	E		E	S	T	E	R	A	S	E
9	S	E	T		E	S	P	O	I	R

À Emmaüs, les travailleurs sans-papiers de la Halte Saint-Jean (Lille) en guerre contre l'exploitation et le racisme



JUILLET 2023 | CORRESPONDANT

Depuis le 1^{er} juillet, les 21 travailleurs sans-papiers de la Halte Saint-Jean d'Emmaüs à Saint-André-lez-Lille, soutenus par le comité 59 des sans-papiers et la CGT, sont en grève pour exiger leur régularisation immédiate. Tous les jours le piquet de grève est rythmé par slogans et percussions : « *Travailleurs, avec ou sans papiers, solidarité !* »

« LA DIRECTRICE SE CROIT ENCORE AU TEMPS DES CANNES À SUCRE ! »

Ayant rejoint la communauté pour sortir de la rue en échange d'un petit boulot, ces travailleurs dénoncent une exploitation sans vergogne se rapprochant de l'esclavage. Et pour cause : un rythme infernal de 40 heures de travail par semaine à vendre des articles, entretenir des bâtiments, réparer des appareils électro-ménagers, débarrasser des meubles. Tout cela pour un « pécule » de 150 euros par mois, une fois déduites les charges liées à l'électricité, au chauffage et à l'alimentation. Les communautés Emmaüs ne recherchent certes pas le profit, mais la direction de la Halte Saint-Jean oblige à des quotas de vente en menaçant les compagnons sans-papiers de sanctions financières. Tout cela est accompagné de propos racistes, d'humiliations et de violations de l'intimité. Par ailleurs, la direction leur avait promis une régularisation au bout de trois ans, sans leur fournir des fiches de paie nécessaires pour pouvoir y prétendre. Résultat, certains attendent depuis 2018. Cette colère accumulée a conduit à la grève illimitée.

« HIER COLONISÉS, AUJOURD'HUI EXPLOITÉS, AUJOURD'HUI RÉGULARISÉS ! »

Déterminés et soudés, les grévistes veulent pouvoir travailler et vivre dignement. Pour cela, ils revendiquent leur régularisation, mais aussi d'être reconnus comme des travailleurs salariés à part entière. En effet, les compagnons d'Emmaüs, avec ou sans papiers, se voient aujourd'hui refuser ce statut au prétexte mensonger qu'il n'existerait pas dans ce type de relation de « lien de subordination » caractéristique du contrat de travail¹. Plus largement, le combat des grévistes est celui des dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers qui, sur le territoire français, sont soumis à de redoutables conditions de travail par ceux qui les exploitent, et de toute la classe ouvrière qui pâtit de ce nivellement par le bas. Le NPA 59 appelle à les soutenir en participant massivement à la marche prévue à Lille, samedi 26 août à 14 heures, au départ de République.

CORRESPONDANTE • 21/08/2023

1. Voir le « Statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires » sur le site Legifrance (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/JORFARTI000019860604)

CE SYSTÈME N'A RIEN À OFFRIR À LA JEUNESSE, RENVERSONS-LE !

L'année scolaire qui vient de s'écouler n'a pas manqué d'être traversée par les mobilisations opposant la population travailleuse au gouvernement patronal de Macron et Darmanin. Des milliers de jeunes se sont successivement battus contre la réforme des retraites et la violence des meurtres policiers dans les quartiers populaires.

L'été n'a pas mis fin aux raisons de se révolter : nous venons de vivre un été caniculaire, le plus chaud à l'échelle de la planète depuis des milliers d'années. Le gouvernement se prépare à une offensive importante dès la rentrée, en s'attaquant à nouveau aux chômeurs et aux plus pauvres des travailleurs, alors que l'inflation continue. Nous devons aussi nous préparer !

Nous devons nous organiser pour lutter pour un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation ! Le NPA Jeunes organisera dans les lycées et universités une série de réunions publiques à la rentrée pour défendre dans la jeunesse nos perspectives révolutionnaires et communistes.

Nous aurons l'occasion de discuter de la crise climatique intrinsèquement liée au mode de production actuel, mais aussi du rôle de la police et de l'État. Le meurtre raciste de Nahel par la police en juin dernier ravive les discussions sur les liens entre cette institution et l'extrême droite. Peut-on réformer la police comme le proposent les partis de la gauche institutionnelle ?

À l'international, la guerre en Ukraine, l'affaiblissement de la France en Afrique témoignent d'une évolution des rapports de force impérialistes, ce qui entraîne en retour des vagues de replis nationalistes. Mais les révoltes populaires aussi se développent, il faut qu'elles se coordonnent pour écraser cet ordre impérialiste de guerre et de misère... Nous réaffirmons l'intérêt commun des travailleurs et des travailleuses par-delà les frontières, celles-là même qui tuent ceux

qui tentent de fuir la misère et la guerre.

Nous ne pouvons compter que sur nos luttes ! Nous serons de toutes les mobilisations, le 19 septembre pour l'inscription de toutes celles et ceux qui sont refusés de l'université, pour l'éducation pour toutes et tous ! Le 23 septembre contre les violences policières, le 28 pour défendre le droit à l'avortement...

Nous devons continuer la lutte engagée en janvier dernier, et aller encore plus loin !

LE NPA JEUNES • 21/08/2023

Agenda

- » 19 SEPTEMBRE : MOBILISATION DES SANS-FACS
- » 23 SEPTEMBRE : MANIFESTATIONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES
- » 28 SEPTEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE DROIT À L'IVG

NPA JEUNES

Étudiantes, étudiants : mettons fin à la précarité grandissante et à la sélection à la fac !

L'Unef, le syndicat étudiant, vient de publier son enquête annuelle sur l'évolution du niveau de vie des étudiants et étudiantes. En 2023, le coût de la vie étudiante a augmenté, en moyenne, de 6,47 %, ce qui correspond à une hausse des dépenses de 594,67 euros sur le budget annuel, soit une augmentation de 49,56 euros par mois. D'après cette enquête, la précarité étudiante aurait augmenté de 25,51 % depuis 2017. C'est la conséquence de l'inflation qui frappe les classes populaires, ainsi que des politiques de suppression d'aides sociales, comme la baisse des APL, le gel des bourses et l'arrêt des constructions de logements Crous. Pendant que les milliardaires se gavent, l'inflation et les politiques antisociales plongent les jeunes issus des milieux populaires dans la galère !

Le gouvernement fait mine de s'en soucier mais œuvre pour exclure ces mêmes jeunes des universités. En témoigne sa politique d'accès aux études supérieures : il annonce que « seulement » 77 000 candidats et candidates n'avaient pas eu de proposition d'inscription en juillet sur Parcoursup. Ce chiffre est trompeur, car il ne prend pas en compte les propositions bidon qui ne correspondent pas aux choix des candidats et des candidates. Il ne calcule pas non plus celles et ceux qui ont quitté la plateforme en cours de route. À titre d'exemple, l'an-



RASSEMBLEMENT DE SANS-FACS POUR LE DROIT D'ÉTUDIER UNIVERSITÉ PARIS-NANTERRE OCTOBRE 2021 | HERMANN CLICK

née dernière à la clôture de Parcoursup, ce sont 295 738 personnes sur 936 000 qui n'avaient pas eu d'affectation !

La jeunesse va devoir se battre, comme elle a su le faire lors du mouvement contre la réforme des retraites ! Elle va devoir s'organiser, comme le fait depuis cet été le collectif des sans-facs Île-de-France qui se regroupe pour exiger une place à la fac pour toutes et tous. Le NPA Jeunes sera aux côtés de la jeunesse dans ses luttes à venir ! Le capitalisme ne nous offre aucun avenir, nous avons tout intérêt à le combattre, pour le renverser et construire une autre société !

LE NPA JEUNES • 21/08/2023

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web npa-jeunes.org

Facebook | Twitter Instagram

@npa_jeunes



PREMIÈRES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES DU NPA

Nous bouclons ce numéro de notre nouveau journal Révolutionnaires en pleins préparatifs de nos rencontres d'été. Une première édition qui est d'ores et déjà un succès avec plus de 500 participants attendus.

Beaucoup de nouveautés ces derniers mois dans le NPA à la suite du congrès de décembre 2022 où nous n'avons pu que constater le départ des camarades autour de Philippe Poutou et Olivier Besancenot. Une séparation qui ne nous a pas empêchés de continuer à nous développer et de réaffirmer le but du NPA : œuvrer à la constitution d'un pôle des révolutionnaires en toute indépendance de la gauche institutionnelle regroupée aujourd'hui dans la Nupes. Le NPA a participé et impulsé de nombreux cadres d'organisation des luttes à la base : AG interpros, comités de grève, coordination nationale étudiante, AG féministes, collectifs de défense de l'environnement, etc. Il a organisé des meetings, des fêtes, des stages de formation auxquels des centaines de jeunes ont participé. Comme tous les militants qui se sont battus ces derniers mois contre les violences policières, pour les retraites et les salaires, il



a été amené à manifester devant les commissariats où des camarades avaient été arrêtés, et à se protéger des assauts violents de groupuscules d'extrême droite racistes, véritables forces d'appoint des appareils officiels de répression.

C'est dans la chaleur de ces luttes que nous avons discuté de toutes les questions politiques qui se posent de manière insistante au monde du travail – et qui soulignent l'urgence de renverser le système capitaliste. C'est dans la chaleur d'un village de vacances que nous continuerons ces débats avant de retourner au front des luttes. Avec l'apport inestimable de camarades de groupes trotskistes d'autres pays : Grèce, Italie, Allemagne, États-Unis, Argentine, Espagne.

Car les bouleversements en cours secouent toute la planète et les militants ouvriers ont besoin de les comprendre pour pouvoir orienter leur intervention. Les périls sont nombreux : guerres et menaces de guerre, autoritarisme, extrême droite, saccage de l'environnement. Mais le prolétariat, cette classe devenue si nombreuse à l'échelle internationale, ne manque ni de force ni d'intelligence pour y faire face. Oui, la classe ouvrière s'est développée en nombre, ses luttes montent en intensité depuis les révolutions arabes de 2011 et c'est cela, au fond, qui pose un sacré problème à la bourgeoi-



sie. Pour retrouver confiance et reprendre l'offensive, il ne manque au monde du travail que l'organisation et la volonté collective de renverser le capitalisme.

Du 26 au 30 août, nous profiterons d'un cadre agréable de fin d'été pour débattre des problèmes politiques soulevés par la situation. Interpréter ce monde qui change dans le but de le transformer. Les pieds dans l'eau de la piscine, à la terrasse du bar, à l'ombre des jardins autour des bungalows ou sous le grand barnum qui accueille les pléniers !

PREMIÈRES LIGNES

RENTÉE **Pap Ndiaye a fui beaucoup de casseroles, pour Attal préparons tout un arsenal !**

Bientôt la rentrée scolaire... avec un nouveau ministre en prime ! Gabriel Attal, c'est déjà une œuvre conséquente : la « gréiculture » des cheminots, les étudiants « bobos égoïstes » qui s'opposaient à la loi ORE (énième réforme universitaire accentuant la sélection), le chantre du Service national universel qui veut transformer les lycéens en soldats... Le candidat idéal pour cette rentrée scolaire marquée par le déferlement d'une multitude de mesures tout aussi pourries pour les élèves que pour le personnel.

ÇA Y EST, IL A DÉJÀ MENTI !

« Élever le niveau des élèves [...] enseignants mieux payés et reconnus [...] aucune mission supplémentaire [...] » Dans la réalité : 667 postes vont être supprimés à la rentrée dans le premier degré et 481 dans le second

naire ! 1315 postes au concours n'ont pas été pourvus dans les écoles et 1848 dans les collèges et lycées. Certes, des luttes locales ont bien permis le gain de quelques ouvertures ou annulations de fermeture. Mais les directions syndicales n'ont absolument rien fait pour

centraliser et coordonner ces bagarres visant à faire respirer des classes surchargées depuis des années. Le tout dans un contexte de mise en concurrence des écoles primaires dans lesquelles, avec la loi Rilhac votée en 2021, les directeurs et directrices vont se transformer en supérieurs hiérarchiques pour leurs collègues instits, histoire de leur donner « des objectifs » pour gratter plus de crédits.

« LE PACTE » C'EST DÉGUEULASSE !

Vendu comme un remède miracle pour remplacer les profs absents, le « pacte », inventé par Pap Ndiaye va surtout signifier une déréglementation des statuts des enseignants sans aucune garantie que les élèves bénéficient d'un vrai cours, mais plutôt d'une heure de « travail à distance encadré » (ce qui paraît déjà fort irréaliste quand on connaît la réalité du parc informatique des établissements) ! Dans les lycées professionnels, par contre, c'est le gouvernement lui-même qui fait sauter à la pelle des heures d'enseignement pour mettre davantage les élèves dans les pattes des patrons !

PARENTS, ÉLÈVES, PERSONNEL, TOUS ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS !

Tout le monde l'aura compris : les profs devront travailler plus et avec plus de chefs pour gagner (un tout petit peu) plus, peu importe la qualité de l'enseignement pour les élèves car, ceux-ci, dès la maternelle, seront traités comme de la future chair à patrons.

Pour toutes et tous les enseignants l'enjeu est désormais d'arriver à dépasser les frontières des établissements, des statuts, des niveaux pour se battre ensemble face à cette uniformisation des attaques et de le faire aux côtés des parents et des élèves. La tâche est ardue, car elle oblige d'abord à passer outre les calendriers syndicaux qui découpent tout en tranches, pour qu'à la première réaction de résistance ou de colère qui explosera, celle-ci apparaisse comme la possibilité de faire bouler de neige afin de ne laisser aucun répit au nouveau « meilleur élève » du gouvernement !